

COMMUNIQUÉ DE LA RÉUNION DU COMITÉ DES MINISTRES DES FINANCES ET DU PLAN ET DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES D'AFRIQUE

(COMITÉ DES DIX)

Abuja (Nigeria), 14 juillet 2009

1. À l'invitation du ministre fédéral des Finances du Nigeria, Dr. Mansur Muhtar, nous, membres du Comité des Dix, avons tenu notre troisième session à Abuja le 14 juillet, sous les auspices de la Banque africaine de développement, de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission de l'Union africaine. Cette réunion intervient donc après celles de janvier au Cap et de mars à Dar-es-Salaam. Notre comité est chargé de suivre les effets de la crise financière sur les économies africaines et les évolutions connexes. Il nous est en particulier demandé de présenter des rapports et formuler des propositions sur les voies les meilleures de contribuer au débat international dans le contexte du G20 et sur les questions connexes.
2. La réunion a enregistré la présence des pays et des institutions suivants : Nigeria, Afrique du Sud, Botswana, Tanzanie, Kenya, Algérie, Cameroun, et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La réunion a été ouverte par Son Excellence, le Vice-Président de la République fédérale du Nigeria, M. Goodluck Jonathan GCON. Le Comité s'est également félicité de la participation, en qualité d'observateur, des Etats-Unis, pays hôte de la prochaine réunion des dirigeants du G20.
3. L'objectif de la réunion était de passer en revue les effets de la crise sur l'Afrique, de faire le point des évolutions internes et internationales, et de convenir de points de vue destinés à enrichir les discussions menées à l'échelle mondiale, en particulier celles qui se déroulent dans la perspective du Sommet du G20 de Pittsburgh du 26 septembre.
4. Alors que le plein effet du ralentissement de l'économie mondiale demeurerait incertain et varierait d'un pays à l'autre, nous avons noté qu'à l'évidence l'impact de la crise sur les pays africains, certes limité au départ, était devenu dans certains cas très marqué, par exemple sur les pays tributaires des produits minéraux tels que le diamant et le cuivre. La croissance ne cesse de se contracter dans toutes les régions. Nous notons que, même si la relance globale s'amorçait en 2010, au plus tôt, le redressement de nos économies pourrait prendre plus de temps. Cette crise constitue donc un défi majeur, dans la mesure où nous devons trouver les réponses à court terme tout en restant focalisé sur les questions relatives à la stabilité à long terme. Nous demandons instamment que les engagements actuels soient tenus rapidement, mais des mesures supplémentaires sont requises.
5. Les pays africains capables d'apporter une réponse contracyclique ont pris les dispositions nécessaires, dans la mesure de leurs moyens. En outre, ils continuent de mettre en œuvre des programmes de réformes économiques et de mobiliser les ressources intérieures. Cependant, la majorité d'entre eux manquent de moyens pour apporter une réponse aussi importante au plan budgétaire.

6. Nous saluons la résolution du G20 à Londres qui traite de questions majeures telles que le retour à la croissance, la stabilité financière et les besoins des pays émergents. Quelques progrès ont été faits dans la mise en œuvre des engagements souscrits, notamment par la mise à la disposition du FMI de ressources supplémentaires. Cette mesure est essentielle pour la reprise du commerce et de la croissance à l'échelle mondiale. Cependant, l'attention doit se tourner maintenant sur la réalisation de tous les engagements pour satisfaire les besoins des pays à faible revenu, et de l'Afrique.
7. Nous avons examiné les besoins en ressources de l'Afrique, à long terme et à court terme, dans un contexte de baisse des recettes, de forte contraction du flux des investissements, et de réduction de l'accès aux marchés des capitaux et au financement du commerce. Nous nous félicitons de l'appel du G8 en faveur d'une évaluation en 2010 de l'action à entreprendre pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Certes, les besoins de l'Afrique avant la crise sont précis et bien documentés, mais les besoins induits par la crise requièrent une évaluation continue. Il est évident par exemple que la demande pour le financement du commerce est forte et croissante. Nous nous félicitons de l'engagement renouvelé du G8 en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) offre un cadre d'appui solide et la Banque africaine de développement est devenue un instrument de plus en plus efficace au fil des ans, notamment à travers le financement de l'eau et des infrastructures.
8. Nous avons été particulièrement préoccupés par les effets que la crise a eus jusqu'à présent sur les pays performants, qui avaient réussi à réduire leur dépendance à l'égard de l'aide. Nous rendons hommage à la Banque africaine de développement pour la réaction rapide et appropriée qu'elle a eue en décidant de leur fournir un appui budgétaire. Comme nous l'avons fait au Cap et à Dar-es-Salaam, nous lançons un appel énergique pour une augmentation générale du capital de la BAD. Nous n'ignorons pas que toutes les institutions financières internationales sont en ce moment confrontées à une demande accrue de ressources, mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'édification des institutions africaines doit recevoir toute l'importance qu'elle mérite.
9. La crise souligne la nécessité pour les pays africains d'entreprendre les réformes structurelles fondamentales requises. Nous poursuivrons ces réformes. Nous nous étions engagés à améliorer l'efficacité en matière de gestion des dépenses et à accroître la mobilisation des ressources intérieures, notamment à travers l'amélioration de la collecte et de l'administration des recettes fiscales. A cet égard, nous avons salué la création du Forum sur l'administration fiscale, étape importante sur la voie de la consolidation de ces efforts. Par ailleurs, nous avons souligné la nécessité d'approfondir les mesures visant à accélérer l'intégration régionale et le besoin de soutien de nos partenaires en développement pour le programme d'intégration régionale.

10. Nous avons noté que face à la crise, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale ont pris des mesures exceptionnelles pour accroître leurs prêts concessionnels en adoptant de nouveaux instruments, en accélérant la mise en œuvre et en concentrant les engagements en début de programmes. Nous appelons à la conclusion rapide des négociations en vue de la reconstitution de leurs guichets concessionnels, pour qu'ils puissent disposer de ressources par la suite. Nous avons reconnu l'avantage comparatif de la BAD pour acheminer l'investissement dans les domaines de l'infrastructure et de l'intégration économique, et pour conduire une action concertée en Afrique. Nous avons encouragé la Commission de l'Union africaine et les Chef d'Etats Africains d'écrire aux capitales des pays donateurs pour les exhorter à soutenir l'augmentation générale du capital (AGC) de la Banque africaine de développement et l'accroissement substantiel du FAD-XII.
11. Dans ces conditions, nous serons en mesure d'atténuer certains des effets négatifs que subissent les pays tributaires des guichets concessionnels, pour lesquels nous croyons qu'une action spéciale s'impose afin de leur permettre de préserver les programmes d'investissement prioritaires et d'assurer des filets de sécurité sociale aux plus vulnérables. En l'absence de ces investissements, ce groupe de pays ne pourra pas participer pleinement à la reprise lorsqu'elle se manifesterait et un retour en arrière pourrait se révéler coûteux.
12. Nous avons pris note de l'examen entrepris par le Président du Sommet de Londres sur le rôle et les objectifs des institutions financières internationales (IFI) face à la crise et aux besoins des pays à faible revenu. Nous veillerons à ce que la perspective de l'Afrique soit communiquée au Président en prévision de la réunion de Pittsburgh.
13. Nous tenons toujours à ce que les réponses à court terme soient conjuguées aux réformes à long terme afin d'éviter la répétition des crises. Ces réformes doivent identifier les changements nécessaires à apporter aux modèles économiques qui prédisposent les économies aux crises, afin d'opérer des changements dans la régulation et la supervision financière, la gouvernance du système international et la voix et la représentation des pays en développement, et une augmentation du financement pour les pays pauvres.
14. Comme souligné avant le Sommet de Londres, il est capital d'achever rapidement l'examen du Cadre de soutenabilité de la dette afin de répondre aux besoins de financements supplémentaires des pays à faible revenu sans déclencher de crises récurrentes de la dette. Nous devons éviter la répétition des erreurs du passé.
15. Une réponse mondiale efficace, source de viabilité et de croissance économiques à long terme, passe par une volonté politique forte et engagée ; nous espérons que la réunion du G20 à Pittsburg aboutira à des résultats positifs et à des accords sur des actions concrètes. Nous réaffirmons qu'une réponse mondiale et la viabilité économique à long terme doivent prendre pleinement en compte les intérêts de tous, dans l'esprit des nouveaux principes en discussion au G20. Nous restons dès lors préoccupés de constater que l'Afrique n'est pas

suffisamment représentée au G20 et dans d'autres forums internationaux, et nous lançons un appel pour une forte participation de l'Afrique à Pittsburgh et dans le processus menant à ce sommet.

16. En tant que comité, nous resterons saisis de la question, continuerons d'en suivre l'évolution et en rendrons régulièrement compte au nom des ministres africains des Finances et des gouverneurs. Nous avons, une fois de plus, chargé la Banque africaine de développement, la CEA et la Commission de l'UA de continuer de fournir les informations et analyses économiques nécessaires et tout autre concours utile à notre travail.
17. Nous adressons nos profonds remerciements au gouvernement et au peuple de la République fédérale du Nigeria pour leur hospitalité.

Abuja, le 14 juillet 2009.